



MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières 2025-PNR-20

RECHERCHE DE COLONIES DE PETREL VIA L'APPUI D'UN GUIDE DE HAUTE MONTAGNE ET SUIVI DES COLONIES VIA L'APPUI D'UN CQP2

Pouvoir adjudicateur :

Parc National de la Réunion

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHE	4
1.1 Le Pouvoir adjudicateur	4
1.2 Le Titulaire.....	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Allotissement	4
2.3 Forme du marché	5
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	5
3.1 Durée du marché	5
3.2 Délai d'exécution.....	5
3.3 Prolongation du délai d'exécution	5
ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
6.1 Forme des prix.....	6
6.2 Contenu des prix	6
6.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	6
6.4 Avance	7
6.5 Acompte	7
ARTICLE 7. MODALITES DE FACTURATION	7
ARTICLE 8. DELAIS DE REGLEMENT	7
ARTICLE 9. PENALITES	8
9.1 Pénalités de retard	8
ARTICLE 10. MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 11. ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES	8
11.1 Responsabilité.....	8
11.2 Autres obligations administratives	8
ARTICLE 12. MODALITE D'EXECUTION.....	8
12.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
12.2 Unité monétaire et langue	9
ARTICLE 13. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	9
ARTICLE 14. FORCE MAJEURE.....	10
ARTICLE 15. RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 16. INFORMATIQUE ET LIBERTES	10
ARTICLE 17. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE	12

ARTICLE 18.PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE	12
ARTICLE 19.DROIT APPLICABLE	13
ARTICLE 20.REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	13
ARTICLE 21.ELECTION DE DOMICILE	13
ARTICLE 22.REGLEMENT DES DIFFERENDS	14
ARTICLE 23.LITIGE.....	14
ARTICLE 24.NULLITE D'UNE CLAUSE	14
ARTICLE 25.DEROGATIONS AU CCAG FCS.....	14

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHÉ

1.1 Le Pouvoir adjudicateur

Le Parc National de la Réunion, ci-après désigné par le « Pouvoir adjudicateur », est en charge de la consultation destinée à la conclusion d'un Marché avec le Titulaire, conformément à la réglementation du code de la commande publique.

Dès la notification du marché, un interlocuteur représentant le pouvoir adjudicateur sera désigné. Il sera notifier toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

1.2 Le Titulaire

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur. Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du contrat. Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de recherche de colonies de pétrel via l'appui d'un guide de haute montagne et la réalisation du suivi des colonies via l'appui d'un CQP2.

À titre exceptionnel, le guide de haute montagne et le CQP2 peuvent être amenés à faire des missions de prospection et de sécurisation autre que pour la recherche de colonie de Pétrel.

La description détaillée des prestations attendues et leurs spécifications techniques est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières.

2.2 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la Commande Publique, le présent marché est alloti. Chaque lot étant un accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un seuil maximum.

Il se décompose de la façon suivante :

- **Lot 1 : Prospection et encadrement des agents lors des missions de recherche de colonie de Pétrel**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un montant maximum total de 32 500€ HT.

- **Lot 2 : Suivi et sécurisation des lieux par un CQP2 et location de matériel de cordiste**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un montant maximum total de 22 500€ HT.

Le marché prendra fin dès le moment où les montants maximums seront atteints.

2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché passé sous la forme d'accord-cadre à bon de commande mono-attributaire.

L'Accord-Cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes, conformément aux articles L.1111-1 et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum totale par lot.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

3.1 Durée du marché

En application de l'article R.2112-4 du code de la Commande Publique, la durée de chacun des lots court à compter de sa notification pour une durée de trois (3) ans.

La durée totale du marché ne pourra excéder deux (3) ans et, le cas échéant, dès le moment où les montants maximums seront atteints.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-Cadre.

3.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 3 ans à compter de sa notification.

3.3 Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux modalités de l'article 13.3 du CCAG FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir adjudicateur en cas d'impossibilité par le Titulaire de respecter les délais du fait du Pouvoir adjudicateur ou d'un événement ayant le caractère de force majeure mais également si la cause met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION

Le lieu d'exécution du marché sera indiqué sur les bons de commandes. Le cahier des clauses techniques particulières donne des précisions sur les lieux d'exécution des prestations.

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont indiquées, par ordre de priorité décroissante, les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (lots 1 et 2) ;
- Le bordereau des prix unitaire (lots 1 et 2)
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations de fournitures (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*)

(*) Ces documents techniques « généraux » ne sont pas annexés à la présente consultation mais sont réputés connus des professionnels qui décideraient de soumettre une offre.

Les exemplaires conservés par le Parc National de la Réunion font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6.1 Forme des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

6.2 Contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaire forfaitaire.

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires forfaitaires indiqués dans les BPU, appliqués aux quantités réellement commandées et exécutées. Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'ensemble de sa clientèle.

6.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre, avoir pleinement et exactement apprécié les conditions d'exécution des prestations, s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités, et avoir tenu compte, dans la remise de son offre, des sujétions particulières à exécuter.

En cas de désaccord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 19 du présent CCAP.

6.4 Avance

Les marchés conclus sans minimum mais avec un maximum, ou dont les montants sont fixés en quantité, ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Ce marché n'est pas concerné par les avances

6.5 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

ARTICLE 7. MODALITES DE FACTURATION

Après vérification du service fait, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de paiement.

Le demande de paiement (facture afférente aux prestations réalisées) est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- le numéro de marché : 2025_PNR_20
- le N° SIRET du Parc National de La Réunion :

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation
- la référence du marché
- la date de notification du marché
- le numéro d'engagement juridique CHORUS
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, mandataire ou co-traitant.

ARTICLE 8. DELAIS DE REGLEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

ARTICLE 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

9.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € HT, par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités de retard est déduit des factures envoyées par le Titulaire.

ARTICLE 10. MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes à la commande, aux documentations préalablement fournies par le Titulaire et répondre aux spécifications précisées dans le présent CCP et ses éventuelles annexes.

Les opérations de vérifications se déroulent comme prévu aux articles 28 à 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 11. ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES

11.1 Responsabilité

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire, soit le mandataire ainsi que les cotraitants, doit justifier qu'il a contracté :

- Une assurance obligatoire de Responsabilité Civile

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les cotraitants, devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et conformément aux dispositions ci-dessus, et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

11.2 Autres obligations administratives

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- Les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales. Le titulaire transmet les attestations par courriel à l'adresse suivante, et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours : marchés.publics@reunion-parcnational.fr. Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 12. MODALITE D'EXECUTION

12.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire fournit les prestations dans le strict respect des exigences de qualité décrites dans les documents du marché.

Obligation de conseil :

Le titulaire a un devoir permanent de conseil, de mise en garde ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Obligation d'information :

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du contrat.

Obligations de confidentialité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures de l'acheteur et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent contrat, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents, connaissances antérieures de l'acheteur ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent contrat ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

12.2 Unité monétaire et langue

Le présent marché est conclu en euro.

Les documents constituant, et/ ou accompagnant la candidature ou l'offre devront être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 13. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 14. FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du présent marché qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un (1) mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du respect d'un préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au jour de prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondantes aux factures émises, mais non payées, seront dues au Titulaire.

ARTICLE 15. RÉSILIATION

Il est fait application des articles 38 à 45 du CCAG FCS et des dispositions suivantes.

Le Pouvoir adjudicateur peut aussi prendre la décision de résilier le marché aux torts du Titulaire :

- en cas de non fonctionnements répétés ou total de l'équipement avant le terme de la période de garantie et d'impossibilité pour le titulaire du marché de procéder aux réparations nécessaires,
- en cas de contravention à l'article D 8222-5 du code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par le Pouvoir adjudicateur. A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En dehors des cas prévus au CCAG FCS, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, sans indemnité ni préavis, en cas de non-respect répété des délais d'exécution sans motif valable à l'appréciation du Pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra une indemnité correspondant à 5% du montant des bons de commande émis sur la période annuelle d'exécution du marché en cours au jour de la résiliation.

En cas de résiliation du marché, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

ARTICLE 16. INFORMATIQUE ET LIBERTES

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominative, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le POUVOIR ADJUDICATEUR, afin de se conformer aux règles nouvelles, s'imposent au TITULAIRE du présent marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au POUVOIR ADJUDICATEUR d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra procéder au stockage, au traitement et à l'utilisation des données à caractère personnel du Titulaire pour les besoins de la procédure de passation et du présent marché.

Les données pourront être communiquées ou rendues accessibles par le Pouvoir Adjudicateur en interne et, sur requête, aux autorités judiciaires et administratives compétentes. Ces données seront également accessibles aux éventuels prestataires/ sous-traitants externes auxquels le Pouvoir Adjudicateur pourrait avoir recours, notamment dans le cadre de prestations informatiques. Ces prestataires/sous-traitants agissent selon les instructions du Pouvoir Adjudicateur et sont tenus de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées de ces données à caractère personnel.

Les données du Titulaire ne seront pas transférées en dehors de l'Union Européenne.

Les données seront conservées pour la durée de la relation avec le Titulaire, augmentée des durées de prescription applicables.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le Titulaire dispose :

D'un droit d'accès, de rectification et de portabilité des informations les concernant ;

D'un droit de limitation, d'effacement et d'opposition au traitement de leurs données ;

De la possibilité de transmettre au Pouvoir Adjudicateur des directives afin d'organiser le sort des données les concernant (conservation, effacement, communication à un tiers, etc.) en cas de décès.

Toutefois, l'opposition du Titulaire peut, en pratique et selon les cas, avoir une incidence ou rendre impossible la prise en compte de certaines demandes ou l'exécution de certains droits dans le cadre de la présente disposition.

Le Titulaire dispose également d'un droit de recours auprès d'une autorité nationale de contrôle telle que la CNIL en cas de violation de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et notamment du Règlement européen n°2016-679.

Le Titulaire s'engage à informer ses associés, représentants, salariés et préposés éventuels des droits dont ils disposent en vertu de la présente clause.

Dans le cadre de la remise de documents comportant des données à caractère personnel par les soumissionnaires (ex : CV...), ceux-ci peuvent en obtenir la restitution ou effectuer des modifications, auprès du POUVOIR ADJUDICATEUR, sur demande expresse du soumissionnaire, après signature du marché.

ARTICLE 17. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

L'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique prévoit que les sociétés appartenant à un groupe de sociétés dont la société mère a son siège social en France, dont l'effectif comprend au moins cinq cents salariés et dont le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 100 millions d'euros, sont tenues notamment de mettre en œuvre des procédures d'évaluation de la situation des fournisseurs, fournisseurs de premier rang et intermédiaires au regard de la cartographie des risques d'exposition des sociétés du groupe à des sollicitations externes aux fins de corruption.

Dans ce contexte il est précisé que le titulaire de l'accord-cadre :

- S'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que le Parc pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le titulaire.

- S'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence »

- S'engage à permettre au Pouvoir Adjudicateur de, à condition d'en avoir informé le titulaire avec un préavis minimum de cinq (5) jours, procéder éventuellement avec l'assistance d'un tiers à un audit, afin notamment de vérifier le respect par ce dernier de ses obligations en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Dans le cadre de l'audit, le titulaire s'engage notamment à permettre l'accès à ses locaux à tout auditeur désigné par le Pouvoir Adjudicateur, à collaborer de bonne foi avec le ou les auditeur(s) et à leur fournir l'ensemble des renseignements et informations demandés et nécessaires au bon déroulement de l'audit.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à ce que les opérations d'audit ne perturbent pas l'organisation ou les équipes du titulaire, au-delà des contraintes inhérentes au bon déroulement des procédures d'audit.

Dans l'hypothèse où le résultat de l'audit révélerait un ou plusieurs manquement(s) en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence le titulaire s'engage alors à mettre en place sans délai et à ses frais les mesures nécessaires afin de corriger les manquements ou non-conformités révélés par l'audit et à rembourser le Pouvoir Adjudicateur des frais engagés par ce dernier au titre de l'audit ».

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

ARTICLE 18. PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE

Le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code de Travail et dans le

respect des dispositions des articles L 8221-1 et L 8221-2 du même Code.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Code du travail et notamment l'article L.8231-1 et suivants du Code du Travail.

Le Titulaire déclare être indépendant du Pouvoir adjudicateur et assumer seul sa responsabilité d'employeur à l'égard de ses salariés.

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre les conséquences pécuniaires de toute action ou réclamation provenant de tiers, et notamment des administrations, du fait du non-respect par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 19. DROIT APPLICABLE

De convention expresse entre les Parties, le présent marché est soumis au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

ARTICLE 20. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Parc par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'établissement adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête du présent document.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.

ARTICLE 22. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris¹ et/ou la médiation des entreprises (DIECCTE).

ARTICLE 23. LITIGE

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent accord-cadre sera soumis au tribunal administratif de la Réunion exclusivement compétent, y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Saint Denis
27 rue Félix Guyon
CS 61107
97404 Saint Denis Cedex.
Tél : 02.62.93.43.60
Courriel : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché ;
- * Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

ARTICLE 24. NULLITE D'UNE CLAUSE

L'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation de l'accord-cadre ou du marché n'affectera aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre des autres stipulations de l'accord-cadre, qui continueront de trouver application.

Toutefois, les Parties négocieront de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

ARTICLE 25. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG FCS
1.2	3.4.1
5	4
9	14.1.1 et 14.1.3
15	42